



Dialogue social: Il faut regarder les résultats

Entretien avec Juan Somavia, directeur général du BIT

Juan Somavia, DG du Bureau international du travail (BIT) a fait le déplacement à Rabat fin l'occasion de la 33e édition de l'Organisation du travail dans le monde arabe. Dans cet entretien L'Économiste, Somavia aborde les questions du dialogue social, de la mondialisation, des syndicats, reste courtois, voire laudateur par rapport à ce qu'il considère comme étant des avancées majeures du Maroc.

- L'Économiste: La plupart des pays arabes ne respectent pas les libertés syndicales. Il faut le reconnaître, ce n'est pas valorisant pour un forum arabe sur l'emploi?

- Juan Somavia: Si des pays ne respectent pas les conventions de l'Organisation internationale du travail, nous nous engageons à le faire via quelques instruments. Primo, le dialogue, déjà entamé avec les pays du Golfe, la Saoudite a établi des comités de travailleurs. Bahreïn a adopté la même législation que la convention. Nous discutons beaucoup avec ces pays. Deusio, la coopération technique. Des pays demandent les meilleurs conseils. Nous avons une série de programmes de coopération technique dans le secteur. Tertio, les instruments pour recevoir les plaintes des syndicats. Le comité des libertés syndicales analyse les plaintes. Et finalement, le processus des libertés syndicales est lié à la politique et à l'extension de la démocratie dans un pays. La pression que les pays exercent à cause de la globalisation.

- Justement, dans la mondialisation, quelle est la place de l'emploi?

- Secondaire, malheureusement. Le grand problème est que la mondialisation était conçue exclusivement sur un prisme économique avec très peu de place au social. Pour cette raison, nous avons décidé d'aborder la dimension sociale de la globalisation. Le cœur du problème de la mondialisation est que la croissance globale ne crée pas suffisamment d'emplois décents et de qualité. Si nous ne résolvons pas la déconnexion entre la croissance et la création d'emplois décents, nous aurons de mauvaises conséquences sociales. Finalement, c'est un trait qui fait sortir quelqu'un de la pauvreté. Les enfants travaillent parce que les parents n'en ont pas. L'émigration s'explique par un manque de travail chez soi. La mondialisation et la politique économique très strictes entraînent des dépenses sociales et d'éducation. Les chiffres montrent qu'il y a 25% de chômeurs en plus aujourd'hui qu'il y a une dizaine d'années. Cela s'exprime dans le manque d'emplois pour les jeunes. La voix de l'OIT est de rétablir l'équilibre entre croissance et création d'emplois.

- Êtes-vous écoutés?

- Oui. Sinon, trois choses arrivent. Quand nous nous concentrons sur la création d'emplois, cela signifie la création d'entreprises et des initiatives pour stimuler les investissements. La création d'emplois dignes produit trois effets.

Un: c'est la connexion avec la population qui se reconnaît dans l'agenda du pouvoir. C'est une manière de résoudre notre situation personnelle.

Deux: on se connecte aussi sur la politique. Aucun politicien ne peut entrer dans une campagne électorale sans parler d'emplois.

Trois: on se connecte également avec le système productif puisque la proposition de créer des emplois est liée à la production. Ce n'est pas une aspiration. D'ailleurs, pour les sommets des chefs d'Etat en Afrique, en Asie, en Amérique latine, la Banque asiatique de développement du travail décent et la dimension sociale de la mondialisation nous veulent un monde stable. Des pays sont en train de mettre en œuvre ces recommandations. Pour cela, nous avons besoin d'un dialogue social national.

- Le Maroc s'est engagé dans le dialogue social depuis quelques années. Quel bilan en faites-vous?

- Le processus a pris racine. Même si des divergences persistent, la volonté de trouver des solutions est présente.

force de ce tripartisme, avec le gouvernement, les syndicats et le patronat. D'ailleurs, cela s'est exprimé par l'élaboration du code du travail, l'AMO... Ce n'est pas accidentel si l'Organisation du travail dans le monde a mis l'accent sur le dialogue social, avec l'expérience du Maroc comme exemple. Il y a une capacité à trouver des intérêts communs tout en continuant à défendre chacun ses intérêts. Et cela donne une base très solide.

- Au sujet de la flexibilité de l'emploi, quelle est votre vision?

- Deux préoccupations légitimes sont à équilibrer. Les besoins de flexibilité pour l'entreprise en raison du perpétuel changement. Et l'exigence de sécurité pour les travailleurs qui ne sont pas dans une entreprise uniquement pour son marché. Cet équilibre est possible et plusieurs pays l'ont trouvé.

- En matière de liberté syndicale, quelles suites le BIT donne-t-il aux plaintes marocaines?

- Je n'ai pas les détails. Nous recevons de tous les pays. Le comité des libertés syndicales les analyse et propose la résolution des conflits.

- Les syndicats marocains sont confrontés à un problème de démocratie interne. La plupart sont dirigés par de vieux leaders qui s'accrochent à leurs postes...

- Ce n'est pas à moi de commenter cela. Les processus de décisions appartiennent aux syndicats. Je considère que les acteurs actuels, syndicats et employeurs ont des capacités de dialogue social qui n'existent pas dans d'autres pays. Il faut regarder les résultats.

- Au sujet du travail des enfants, quelle est votre approche, sachant que souvent ils font vivre des familles qui doivent donc ramener de l'argent à la maison?

- La solution, les enfants à l'école et les parents au travail. Nous avons le même problème car la croissance ne crée pas suffisamment d'emplois. Et donc nous avons la situation absurde de voir les parents au chômage et les enfants au travail. Aucune société ne peut considérer cette situation comme normale. Le premier objectif est d'arrêter le travail des enfants.

Le mécanisme qui marche le plus est une subvention pour les parents. Celle-ci remplace l'argent amené par les enfants à la maison. Ces programmes permettent un revenu pour la famille. Le deuxième mécanisme est une conscience nationale pour refuser le travail des enfants. Cette capacité de réaction est en train de se développer. On a pris des engagements pour éliminer ce phénomène sur une période donnée. Aujourd'hui, une trentaine de pays ont pris l'engagement unilatéral de le faire. Mais pour cela, des convergences nationales seront nécessaires. Le monde doit s'impliquer. Avec une volonté politique, l'élimination du travail des enfants est donc possible.

Somavia juge l'INDH

POUR le DG du BIT, «SM le Roi a eu une vision très moderne. Parce qu'on ne sortira pas des sociétés qui se concentrent sur le développement humain et ses besoins fondamentaux. L'objet de l'organisation sociale est le développement humain. Pour lui, le monde confond cette finalité avec les mécaniques économiques qui n'en sont que les instruments. Au cœur de ce développement humain, le travail est central. Ce n'est pas seulement le coût de production qui compte, mais la dignité individuelle, la stabilité dans la famille, la paix dans la communauté. Il renforce la crédibilité des politiques publiques et privées. En somme, c'est l'instrument qui nous donne une assurance pour l'avenir», dit-il.

Politique et syndicalisme

LE lien entre le politique et les syndicats ne date pas d'hier. D'ailleurs, au Maroc, le politique communique avec les syndicats. Chaque parti a son bras syndical. Pour Somavia, le phénomène est historique, valable pour tous les pays.

syndicats, les seules forces organisées, ont joué un rôle politique à l'indépendance. Dans les pays nor introduit des changements dans le bien-être. Dans ces deux cas, le lien existe. Cependant, «une fois l: acquise, le processus pour que le syndicat marche vers une plus grande autonomie de la politique s'e

Propos recueillis
par Mohamed CHAOUI